

Revue de Progrès du Forum Mondial sur les Réfugiés (GRFPRM) 2025

Évènement Parallèle sur les Établissements Humains Durables

16 décembre 2025, 13h30–15h00 (CET)



RAPPORT DE RÉSULTATS

1. Objectif et finalités

L'évènement parallèle « **Des établissements humains durables, fondements de futurs inclusifs et résilients** » a réuni gouvernements, agences onusiennes, acteurs du développement, partenaires du secteur privé et leaders réfugiés afin d'examiner les progrès réalisés sur l'engagement multipartite pour des établissements humains durables lancé au Forum Mondial sur les Réfugiés (GRF) 2023. Avec plus de 117 millions de personnes déplacées dans le monde et des crises de plus en plus prolongées, les intervenants ont souligné l'urgence de passer des camps temporaires à des établissements durables, intégrés et résilients favorisant dignité, inclusion et développement à long terme.

L'évènement avait pour objectifs de :

- **Mettre en avant les progrès** réalisés dans la mise en œuvre de l'engagement, incluant les changements politiques nationaux et les efforts de transformation des établissements.
- **Présenter des pratiques innovantes** issues de pays, villes, partenaires et du secteur privé.
- **Partager les enseignements clés** du Deep Dive technique reliant réponse humanitaire, planification urbaine, services, gouvernance et financement.
- **Définir les priorités futures** pour transformer les engagements en solutions inclusives et résilientes.

2. Format et participants

L'événement a été ouvert par le Gouvernement de l'Éthiopie, co-responsable de l'engagement. Il s'est déroulé sous forme de panel de haut niveau modéré par le HCR, structuré autour de deux séquences thématiques :

1. **Transformer la vision en réalité – Réalisations à ce jour**
2. **Horizons futurs – Tracer la voie à suivre**

Les intervenants comprenaient :

- **11 représentants gouvernementaux**
- **2 représentants d'agences onusiennes / acteurs du développement**
- **1 partenaire du secteur privé**
- **1 voix réfugiée**

L'événement a également présenté le récent Deep Dive conjoint (Banque mondiale, ONU-Habitat, HCR) conduit à Nairobi.

Intervenants :

1. **S.E. Patricia Danzi**, Ambassadrice, Directrice générale, Direction du développement et de la coopération (DDC), Suisse
2. **S.E. Vl  Fulbert Traoré**, Ambassadeur, Secrétaire permanent de la Commission nationale pour les réfugiés, Gouvernement du Burkina Faso
3. **S.E. Salomon Eheth**, Ambassadeur, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies   Genève
4. **Aristarque Ngoga**, Secrétaire permanent, Ministère en charge de la Gestion des Urgences, Gouvernement du Rwanda
5. **Barkai Hamid Barkai**, Directeur général des Affaires humanitaires, Ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et des Affaires humanitaires, Gouvernement du Tchad
6. **Cheikh Abdallahi Ewah**, Coordinateur de l'Unité de développement du Hodh Charghi, Gouvernement de la Mauritanie
7. **Abdoulaye Garba Maïga**, Président de l'Association des Régions du Mali, Président du Conseil régional de Mopti, Mali
8. **Zewdu Bedada Debella**, Conseiller du Directeur général du RRS, Service des Réfugiés et Rapatriés, Gouvernement d'Éthiopie
9. **Hana Teshome**, Deuxième secrétaire, Mission permanente de l'Éthiopie auprès de l'Office des Nations Unies   Genève
10. **Aragorn Daido**, Planificateur / Responsable de domaine de résultats, Fenêtre KUSP II pour les communautés hôtes et les réfugiés, Département d'état pour le logement et le développement urbain, Gouvernement du Kenya
11. **Dyfed Aubrey**, Chef de bureau pour l'Union européenne, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
12. **Soraya Goga**, Responsable thématique urbaine, Urbanisation, Gestion des risques de catastrophes, Résilience et Foncier, Banque mondiale
13. **Grace Dorong**, Directrice exécutive, Root of Generations – Participante réfugiée
14. **Kim N hr Skibsted**, Directeur ex cutf (CEO), Fondation Grundfos
15. **Sajjad Malik**, Directeur, HCR (Modérateur)

3. Principaux résultats

Dans l'ensemble des interventions, plusieurs thèmes transversaux ont émergé :

I. Transformer les camps en établissements humains durables

Les camps limitent l'inclusion, les droits et les opportunités à long terme. Passer à des établissements humains inclusifs est essentiel pour préserver la dignité, renforcer la résilience à long terme et créer des perspectives économiques. Des pays tels que le Kenya, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Rwanda et le Cameroun ont présenté des évolutions concrètes : le passage de l'assistance basée sur les camps à des établissements durables, connectés aux systèmes nationaux et locaux.

Les exemples illustrés comprennent :

- **Le Kenya** : le *Shirika Plan* et la municipalisation de Dadaab et Kakuma.
- **L'Éthiopie** : l'engagement de transformer Kebribeyah et Asaita en villes durables alignées sur les plans directeurs locaux.
- **La Mauritanie** : la transformation de Mbera grâce à des plans d'urbanisation, à l'intégration des services et au raccordement au réseau électrique national.
- **Le Rwanda** : l'évolution politique visant à dépasser le modèle des camps pour aller vers des établissements pleinement intégrés et durables.
- **Le Cameroun** : un modèle de décongestion du camp de Minawao vers des « villages d'opportunités » axés sur l'agriculture et la formation.
- **Le Tchad** : l'exploration de solutions pour intégrer des camps viables dans les villes voisines, tout en envisageant des options hors camps pour les sites éloignés.

II. L'inclusion dès le départ

L'inclusion dès le départ a été soulignée comme essentielle pour éviter la création de systèmes parallèles qui affaiblissent à la fois les capacités humanitaires et nationales. Les pays ont insisté sur le fait que les établissements doivent être planifiés dès le premier jour pour intégrer les personnes déplacées de force dans les systèmes nationaux, la gouvernance locale et la prestation de services.

Les principales observations comprennent :

- **L'Éthiopie** conçoit depuis 2022 tous les établissements de manière à garantir l'inclusion dès le départ.
- **La Mauritanie** intègre systématiquement les réfugiés dans les systèmes d'éducation, de santé, de protection sociale, de documentation civile et de carte d'identité nationale.
- **Le Rwanda** accorde déjà la liberté de mouvement, le droit au travail et l'accès aux systèmes nationaux, constituant ainsi une base solide pour la transformation progressive des camps en communautés mixtes prospères.
- **Le Tchad** progresse dans ses efforts pour inclure les réfugiés dans le registre social unifié national, permettant leur intégration systématique dans les systèmes nationaux et leur accès aux filets de protection sociale.

III. Leadership et renforcement de capacités des autorités locales sont essentiels pour un impact durable

Le leadership local constitue l'épine dorsale d'établissements humains durables. Les municipalités et les autorités régionales sont les premiers intervenants et doivent être dotées de mandats clairs, de capacités renforcées et de financements prévisibles.

- **Le Kenya** renforce les municipalités de Dadaab et Kakuma en tant qu'entités de gouvernance à part entière, en intégrant les réfugiés dans les forums citoyens locaux et les conseils municipaux.
- **Le Mali** a souligné que les solutions durables reposent sur la gouvernance territoriale, et non sur des structures humanitaires parallèles.

- **Le Tchad** avance dans la décentralisation afin que les autorités locales puissent diriger des réponses intégrées appuyées par les systèmes nationaux.
- **La Banque mondiale** a réaffirmé que les gouvernements locaux doivent être l'ancrage de la transition entre l'assistance humanitaire et la fourniture de services nationaux.
- **ONU-Habitat** a rappelé que les feuilles de route nationales doivent placer les municipalités au cœur des processus de planification et d'investissement.

IV. Planification fondée sur des données probantes et informée par les risques

Des établissements humains durables et résilients nécessitent une base solide de données et d'analyses. Le profilage spatial, la cartographie des aléas et les diagnostics territoriaux sont essentiels pour concevoir des établissements viables et résilients.

- **Le travail technique d'ONU Habitat** en Éthiopie, au Kenya et au Tchad reflète cette approche.
- **Le Kenya et la Mauritanie** relient les réseaux d'eau, les infrastructures électriques et les services sociaux grâce à une planification municipale fondée sur des données probantes.
- **La Banque mondiale** a souligné que l'inclusion des réfugiés doit être intégrée dans les systèmes nationaux résilients face aux catastrophes et accompagnée d'outils prospectifs de planification territoriale.

V. L'évolution nécessaire des financements

Les financements durables doivent relier la réponse humanitaire, les plans nationaux de développement et l'adaptation climatique. Les parties prenantes ont souligné que le financement humanitaire seul ne peut ni soutenir les établissements, ni garantir l'inclusion à long terme. De nouveaux modèles financiers sont nécessaires, incluant le financement climatique, le financement du développement basé sur les résultats et un appui direct aux autorités locales.

Les principaux changements en cours comprennent :

- **Des financements mixtes et diversifiés**, avec l'Allemagne, la Suisse, la Banque mondiale et des acteurs du secteur privé tels que la Fondation Grundfos fournissant des flux complémentaires.
- **Les transferts fiscaux intergouvernementaux** – mis en avant par la Banque mondiale – comme mécanismes permettant d'acheminer des ressources vers les municipalités hôtes.
- **Project Flow** (Fondation Grundfos), démontrant comment des fonds renouvelables peuvent solariser les systèmes d'eau et générer des économies à long terme.
- **Des appels de la Mauritanie, du Burkina Faso et du Tchad** pour un financement prévisible afin de mettre en œuvre leurs plans de développement et leurs stratégies d'intégration.
- **Le Geneva Technical Hub (GTH)** renforçant l'extension de solutions techniques multisectorielles.

VI. L'environnement et la résilience climatique : un impératif non négociable

L'action climatique est le facteur déterminant de la viabilité à long terme des établissements. Les vulnérabilités climatiques - telles que la rareté de l'eau, les inondations, les sécheresses et la dégradation des terres - influencent les dynamiques de déplacement ainsi que la conception des établissements. Les pays ont souligné que des infrastructures adaptées au climat sont indispensables.

- **Initiatives de solarisation (Fondation Grundfos)** : 21 systèmes d'eau et 4 structures de santé sont équipés.

- **Les efforts de restauration environnementale de la Mauritanie**, allant de la plantation d'arbres à la lutte contre les feux de brousse.
- **Les infrastructures climatiques de l'Éthiopie** : logements adaptés au climat, systèmes de gestion des déchets solides et infrastructures hydrauliques intégrées aux services municipaux.
- **Les investissements du Kenya** dans des infrastructures résilientes, appuyés par des partenaires de développement, afin de renforcer la capacité des zones d'accueil à faire face aux chocs environnementaux.
- **L'accent mis par ONU-Habitat** sur la cartographie des aléas, les infrastructures de résilience et les diagnostics d'établissements centrés sur le climat.

VII. Leadership et droits des réfugiés

Le leadership et la participation des personnes déplacées de force sont essentiels pour des établissements humains durables et doivent guider la prise de décision à chaque étape. Les populations déplacées doivent être présentes autour de la table, consultées et habilitées à façonner leur avenir. L'intervention de **Grace Dorong** a été particulièrement puissante, soulignant la nécessité de titres fonciers et de droits de propriété comme fondements de la dignité, de la stabilité et des opportunités d'emploi, entre autres. Les communautés doivent être intégrées et non séparées afin d'éviter les tensions et de favoriser la cohésion sociale.

Dans les pays, cela s'aligne sur des évolutions politiques telles que :

- **Le Rwanda et le Kenya**, qui reconnaissent les droits des réfugiés à la liberté de mouvement, au travail et à la participation civique.
- **La Mauritanie**, qui intègre les réfugiés dans les systèmes nationaux d'identification, d'état civil et de protection sociale.
- **La Banque mondiale**, qui met l'accent sur l'inclusion économique et l'emploi comme leviers de durabilité des établissements.

VIII. Le logement et la sécurité foncière comme fondements des établissements durables

La sécurité foncière et un logement adéquat sont des prérequis pour des établissements durables et l'autonomie. Les intervenants ont souligné que des dispositifs fonciers sûrs et bien planifiés sont essentiels pour transformer les camps en établissements viables.

- **ONU-Habitat** a mis en avant la nécessité de traiter les questions liées à l'occupation informelle des terres et aux droits de propriété afin de protéger les ménages vulnérables.
- **Le Kenya et l'Éthiopie** progressent en matière de planification de l'utilisation des terres et d'alignement sur les plans directeurs municipaux.
- **Grace Dorong** a insisté sur les titres fonciers et les droits de propriété comme fondements de la dignité et de la participation économique.
- **La Mauritanie**, avec son plan d'urbanisation, et le Cameroun, avec l'attribution de terres agricoles, illustrent comment l'accès au foncier favorise l'intégration et le développement local.

IX. Politiques, droits, inclusion et cadres habilitants

Le leadership et les droits des réfugiés ont été reconnus comme essentiels pour concevoir des solutions durables. Un appel fort a été lancé pour renforcer les cadres politiques permettant la participation économique, la mobilité, la documentation et la construction.

Les principaux messages comprennent :

- **Le Rwanda**, qui garantit les droits à la libre circulation, au travail et à la participation civique.

- **La Mauritanie**, qui étend aux réfugiés les systèmes d'identification nationale et les services d'état civil.
- **La Banque mondiale**, qui met l'accent sur l'emploi et l'inclusion économique comme piliers de la durabilité des établissements.
- **Les voix des réfugiés**, qui ont souligné l'importance de l'égalité des opportunités d'emploi, de la reconnaissance des compétences et de la création de communautés intégrées pour renforcer la cohésion sociale.

4. Points saillants des intervenants

Kenya

Le Kenya a présenté des progrès majeurs depuis son adhésion à l'engagement en 2023, notamment le lancement du Shirika Plan et la désignation de Dadaab et Kakuma comme municipalités – une étape audacieuse vers des établissements intégrés. La planification inclusive implique désormais la participation des réfugiés dans les forums municipaux, tandis que des efforts de renforcement des capacités et des réformes foncières sont en cours.

Soutenu par des partenaires de développement, le Kenya renforce les systèmes municipaux pour des infrastructures et des services résilients, appelant à un alignement avec les priorités nationales, à l'investissement dans des projets à fort impact et à une transition d'une approche humanitaire vers une approche de développement afin de construire des communautés résilientes.

Mauritanie

La Mauritanie, qui accueille plus de 300 000 réfugiés — soit près de la moitié de la population de la région du Hodh Charghi — a fait de l'inclusion un pilier central de la stabilité et de la résilience. Sa vision consiste à transformer le camp de Mbera et les communautés environnantes, où les réfugiés sont souvent plus nombreux que les hôtes, en établissements durables et intégrés. Les progrès réalisés incluent la planification urbaine, le raccordement de Mbera aux systèmes nationaux d'électricité et de santé, l'extension de la protection sociale et la délivrance de documents d'état civil. L'intégration dans l'éducation, les actions environnementales et un plan de développement quinquennal (2026–2030) sont également en cours, bien que le financement et la coordination demeurent des défis. La Mauritanie appelle à un renforcement de la solidarité afin de faire de Mbera et des communautés voisines un modèle d'inclusion et de progrès partagé.

Éthiopie

L'Éthiopie s'est engagée à transformer les camps de réfugiés en établissements urbains durables intégrés aux plans de développement locaux. Depuis 2022, tous les nouveaux établissements sont conçus pour l'inclusion dès le départ, et en 2023 l'Éthiopie a pris l'engagement de convertir deux camps de longue date en villes inclusives. La vision consiste à relier la réponse humanitaire à la planification urbaine grâce à des infrastructures adaptées au climat, à l'intégration des services et à l'autonomisation des communautés, soutenues par des cadres institutionnels tels que le protocole d'accord RRS-ONU-Habitat-HCR. Les priorités pour 2026–2027 incluent une feuille de route nationale, une planification fondée sur des données probantes, le renforcement des capacités de gouvernance locale et des solutions innovantes en matière de logement. L'Éthiopie appelle ses partenaires au financement, à l'expertise et à l'innovation pour concrétiser cette transformation.

Burkina Faso

Le Burkina Faso a réaffirmé son engagement à inclure les réfugiés et les déplacés internes dans des solutions locales visant à renforcer la résilience. Le gouvernement met en œuvre la Stratégie de Relèvement National (2023–2027), axée sur les services de base, l'autonomisation économique et la consolidation de la paix, parallèlement à un Plan d'action pour la stabilisation et le développement.

Les avancées comprennent une étude diagnostique validée pour une Stratégie nationale d'intégration des réfugiés, avec des plans d'action prévus pour 2026. Le Burkina Faso appelle au partage des responsabilités et à un soutien financier pour faire progresser ces engagements.

Tchad

Le Tchad, qui accueille près de 2 millions de réfugiés, intègre les efforts humanitaires et de développement à travers son Plan national de réponse et son Plan national de développement. Les mesures comprennent l'intégration des réfugiés dans le registre social national, appuyée par un projet de 120 millions USD de la Banque mondiale, ainsi que l'avancement de la décentralisation pour renforcer les autorités locales. Le Tchad travaille avec le HCR, ONU-Habitat et la Banque mondiale pour explorer des établissements intégrés et des solutions hors camps pour les sites éloignés, et appelle les partenaires à soutenir la pérennité de ces efforts.

Rwanda

Le Rwanda a annoncé qu'il envisage un changement de politique visant à aller au-delà des camps pour évoluer vers des établissements intégrés et durables où les réfugiés peuvent accéder au logement, aux moyens de subsistance et aux services. Bénéficiant déjà de la liberté de mouvement, du droit au travail et de l'accès aux systèmes nationaux, le pays améliore la connectivité avec l'appui de la Banque mondiale et prévoit une transition progressive axée sur la planification locale, l'autonomie et la durabilité environnementale. L'objectif est de transformer les camps en communautés dynamiques générant croissance locale et résilience.

Cameroun

Le Cameroun, qui accueille environ 1 million de réfugiés, s'attaque à la situation de déplacement prolongé dans le camp de Minawao, qui compte désormais 85 000 personnes. Le gouvernement favorise l'autonomie grâce à l'accès à des terres agricoles et à des intrants, et, avec le soutien de l'UE et du HCR, explore des moyens de décongestionner le camp et de développer les zones environnantes. Les projets incluent la création de villages d'opportunités dédiés à l'agriculture, à la formation professionnelle et au commerce, afin de transformer Minawao et les communautés voisines en un pôle agricole.

Mali

Le Mali a souligné le rôle essentiel des autorités locales et régionales pour garantir la cohésion sociale et l'inclusion. Des établissements humains durables nécessitent une approche territoriale intégrée fondée sur la planification urbaine, les services essentiels, la gouvernance inclusive, un financement prévisible et la durabilité environnementale. Le Mali a appelé à éviter les systèmes parallèles, à renforcer les services publics et à consolider les capacités locales, les rôles politiques et l'accès au financement international afin d'assurer des solutions durables et une coexistence pacifique.

Suisse DDC

Le Geneva Technical Hub (GTH), lancé par le HCR et la Suisse en 2021, répond aux défis techniques croissants liés au logement et aux établissements pour les personnes déplacées de force, notamment la résilience face aux conditions météorologiques extrêmes. Initialement axé sur des domaines tels que la réduction des risques de catastrophes, l'énergie, l'abri et le WASH, le Hub se développe désormais grâce à de solides partenariats et au financement de la DDC et d'ECHO. Dès l'année prochaine, le GTH fournira des solutions intégrées et localement appropriées, renforcera les capacités techniques et déploiera des innovations à grande échelle pour soutenir les communautés déplacées et hôtes. Il joue un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Engagement multipartite sur les établissements humains et invite davantage de donateurs et partenaires à s'y joindre afin d'amplifier l'impact.

Fondation Grundfos

La Fondation Grundfos fait progresser les établissements humains durables en garantissant l'accès à une eau propre et sûre — un besoin fondamental pour la dignité et les opportunités. Grâce à des initiatives comme Project Flow, qui permettent de passer de systèmes d'eau coûteux fonctionnant aux combustibles fossiles à des solutions alimentées par l'énergie solaire, le HCR est déjà en train de solariser 21 systèmes d'eau et 4 structures de santé dans quatre pays. Cet effort, ainsi que d'autres soutenus par des partenaires danois, montre que l'accès à l'eau ouvre la voie à la santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Toutefois, une collaboration renforcée est essentielle — les donateurs, fondations et acteurs privés sont invités à se joindre à cette initiative, car résoudre les enjeux de l'eau signifie transformer des vies.

Grace Dorong, Root of Generations

« Faire de Kakuma un foyer » : Grace Dorong, une défenseure des droits des réfugiés soudanaises ayant vécu plus de 20 ans à Kakuma, au Kenya, a appelé à transformer les camps en véritables foyers grâce aux droits de propriété, aux titres fonciers et à une planification inclusive. Elle a exhorté à permettre aux réfugiés de coconcevoir les solutions et de bénéficier d'égalité des chances en matière d'emploi. Grace a souligné l'importance d'établissements intégrés où réfugiés et communautés hôtes vivent ensemble, réduisant la ségrégation et favorisant l'autonomie, la dignité et la stabilité.

ONU Habitat

ONU-Habitat, en tant que co-chef de file de l'Engagement sur les établissements humains durables, conduit la mise en œuvre en soutenant les pays dans la transition des camps vers des établissements intégrés. Les prochaines étapes portent sur l'élaboration de feuilles de route nationales, le renforcement du leadership local et l'application d'une planification spatiale informée par les risques à l'aide de SIG et de cartographies des aléas. Les diagnostics préliminaires alimenteront des propositions d'investissement bancables, tandis que les questions foncières et de propriété devront être traitées pour protéger les ménages vulnérables. Les partenariats avec les gouvernements, les agences des Nations Unies, la Banque mondiale et le secteur privé permettront d'assurer une assistance technique et un financement mixte. Des missions de suivi, le renforcement des capacités et des événements régionaux d'apprentissage permettront de transformer les engagements en véritables établissements humains inclusifs.

Banque mondiale

La Banque mondiale a souligné la nécessité d'aller au-delà des camps et de renforcer les systèmes nationaux pour l'inclusion des réfugiés. Les priorités comprennent la création d'emplois et d'opportunités économiques, le positionnement des gouvernements locaux comme premiers intervenants et la conception de mécanismes de financement durable tels que les transferts intergouvernementaux. La Banque a également mis en avant l'intégration de la réponse aux réfugiés dans des systèmes nationaux résilients face aux catastrophes et la planification d'un avenir sans camps.

BMZ/ Allemagne

L'Allemagne a réaffirmé son engagement fort envers les engagements du GRF, annonçant un soutien supplémentaire au Makatet Plan de l'Éthiopie et au Shirika Plan du Kenya. Elle a insisté sur la transformation des camps en établissements durables comme élément clé du développement, en soutenant le WASH, l'énergie et l'intégration sur le marché du travail. L'Allemagne promeut la planification participative axée sur les communautés, investit dans les infrastructures pour permettre une transition de l'humanitaire vers les services nationaux, et collabore via le GIZ et des laboratoires d'innovation pour renforcer l'inclusion urbaine et les opportunités économiques. La liberté de

mouvement et le droit au travail demeurent essentiels pour atteindre des établissements humains sûrs, inclusifs et résilients.

5. Prochaines étapes

L'événement parallèle a démontré un véritable élan en faveur de la transformation des camps en établissements durables contribuant à la cohésion sociale, aux opportunités économiques, à la résilience environnementale et à la dignité humaine. Les gouvernements hôtes mènent des réformes ambitieuses, les partenaires alignent leurs efforts et les innovations techniques ouvrent de nouvelles voies pour accroître l'impact.

La prochaine phase se concentrera sur **la mise en œuvre à grande échelle**, le **renforcement du leadership local** et **l'opérationnalisation des 53 engagements existants** en vue du **Forum mondial sur les réfugiés 2027**.